

◀ Publication du cadrage des attendus pour Parcoursup ▶

La sélection est mise en marche avant d'avoir été votée au parlement !

Le mardi 12 décembre, jour de présentation du projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants à l'Assemblée, le gouvernement a également publié le cadrage des « attendus » de chaque Licence, qui seront publiés sur Parcoursup, la nouvelle plateforme d'orientation post-bac. Si les dossiers des candidat-e-s ne remplissent pas ces conditions, les formations pourront leur refuser l'inscription aussitôt leur capacité d'accueil atteinte. Autrement dit, ces attendus mettent en place la sélection à l'entrée de l'université. Leur formulation et les conditions de leur publication confirment l'analyse de SUD éducation concernant la régression sociale que constitue cette réforme :

■ La publication du cadrage des attendus avant le vote de la loi fait apparaître le peu de respect que le gouvernement accorde au débat contradictoire. L'ensemble de son Plan Étudiants est en train d'être mis en place à marche forcée dans les lycées (mise en place du second professeur principal en Terminale, examen des vœux d'orientation lors des conseils de classe du premier trimestre) et les universités (qui doivent décliner ce cadrage national en attendus locaux avant l'ouverture de la plateforme en janvier). Et cela dans le flou le plus total pour les élèves, leurs parents et les personnels, en l'absence de tout cadre légal voté par le parlement encadrant le processus.

■ La publication de ce cadrage menace le caractère national des diplômes, puisque ce sont les établissements qui définiront réellement les conditions dans leurs attendus locaux. Le caractère très flou du cadrage national laisse toute latitude aux établissements pour définir leurs attendus comme ils le souhaitent. Certaines formations très demandées sont incitées à fixer des attendus locaux très sélectifs pour ne retenir que les meilleur-e-s élèves. D'autres s'apprentent à boycotter le processus. C'est une université à plusieurs vitesses, où toutes les formations sont mises en concurrence les unes avec les autres, qui se dessine.

■ Beaucoup des exigences sont très marquées socialement. Pour entrer en STAPS par exemple, il faut avoir de « l'intérêt pour l'exercice de responsabilité collective,

associative ou citoyenne », supposant l'exercice de responsabilités dans le cadre d'activités extra-scolaires. Ce ne sont donc pas seulement les résultats scolaires qui sont jugés, mais les activités en dehors de l'école, qui ne sont pas accessibles à toutes et tous. De même, la plupart des formations formulent des exigences en matière de maîtrise de la langue française : les notes de l'épreuve anticipée de français, obtenues par l'élève plus d'un an avant son entrée éventuelle à l'université, seront donc très souvent prises en compte.

■ Ces attendus renforceront en réalité les processus d'auto-exclusion et d'auto-censure qui touchent prioritairement les enfants des classes populaires. Il s'agit de décourager les candidatures pour maintenir la reproduction des hiérarchies sociales par le biais des études supérieures.

■ Ces attendus renforcent déjà les processus d'exclusion tout court, puisque nombre de filières universitaires sont déjà de fait interdites à toute une série d'élèves : les bachelier-e-s de la voie professionnelle se

voient barrer la route à l'université, beaucoup de filières sont fermées aux bachelier-e-s technologiques, et même les titulaires d'un bac L se voient empêché-e-s d'accéder à des licences comme la psychologie par l'exigence de posséder des compétences dans les disciplines scientifiques.

La solution pour faire réussir toutes celles et ceux qui le souhaitent à l'université n'est pas dans la sélection, mais dans la création d'établissements et de postes de titulaires pour les accueillir.

La fédération SUD éducation revendique le retrait du Plan Étudiants et de ces attendus. Elle soutient les assemblées générales qui ont commencé à se réunir et les collègues qui organisent le boycott de la remontée des attendus locaux. Elle appelle tous les personnels à se réunir dans les lycées et les universités pour construire une mobilisation d'ampleur dès le mois de janvier contre la sélection et la destruction du droit à l'éducation.

**NI SÉLECTION
NI TIRAGE AU SORT**

**Une université
ouverte à toutes
et tous**

éducation
SUD Solidaires